

marchés plus vastes qui permettent les économies d'échelle dont nous avons besoin. Le Canada serait condamné à une infériorité dont il ne pourrait plus jamais se sortir.

La connaissance de cette réalité de la vie a fait du Canada l'une des grandes nations commerçantes du monde. Nos industriels savent qu'ils doivent soutenir la concurrence à l'étranger pour réussir au pays. C'est de cette façon que l'on peut réaliser des économies d'échelle. Ils savent que c'est ce qui génère des recettes - des recettes qui pourront être utilisées à des fins de modernisation, de recherche et de développement, d'expansion et de formation. Et que les recettes créent des emplois et les maintiennent.

Notre gouvernement a produit en 1984 un document d'orientation intitulé «Compétitivité et sécurité», dans lequel on lisait que «...l'accès garanti à un marché plus vaste est un préalable indispensable de la compétitivité». Le protectionnisme - la plus grande menace posée à cet accès garanti - était un problème qu'il nous semblait déjà devoir régler. Le même document mentionnait que «la montée du protectionnisme menace de restreindre notre accès à des marchés extérieurs clés, ... ce qui pourrait avoir des conséquences néfastes pour notre structure industrielle et notre prospérité nationale».

L'ALE, les NCM et les discussions sur un accord de libre-échange nord-américain sont des initiatives complémentaires qui découlent de la même réalité, de la même logique, du même besoin d'accès à des marchés plus vastes pouvant renforcer notre compétitivité et accroître notre prospérité. Cette recherche d'un accès garanti et la nécessité de nous protéger du protectionnisme nous ont amenés à négocier l'Accord de libre-échange avec les États-Unis. Elles sous-tendent nos efforts actuels pour assurer le succès des Négociations commerciales multilatérales. Et elles ont motivé notre décision de nous associer aux États-Unis et au Mexique pour négocier un accord de libre-échange trilatéral.

Je tiens à décrire aujourd'hui le plus clairement possible les raisons pour lesquelles l'actuel gouvernement a décidé d'engager des pourparlers sur le libre-échange avec les États-Unis et le Mexique. Je tiens aussi à expliquer nos objectifs ainsi qu'à indiquer clairement ce que nous n'accepterons pas.

Premièrement, un accord de libre-échange nord-américain permettra à l'industrie canadienne d'accroître sa compétitivité en Amérique du Nord et ailleurs. Il nous donne accès à un marché qui regroupe 360 millions de consommateurs et dont la production économique représente six billions de dollars. Il s'agit d'un marché plus vaste que tout autre marché, y compris l'Europe. Les entreprises canadiennes qui seront concurrentielles sur le plan